

# Quelles aides publiques pour maintenir les salariés seniors en activité ?

## Réponse courte

Au Luxembourg, les employeurs peuvent bénéficier de **deux aides principales** pour le maintien en emploi des salariés de 50 ans et plus : une **aide financière** couvrant 50% des coûts salariaux sur 24 mois maximum (article [L.541-1](#)) et une **subvention d'adaptation du poste de travail** jusqu'à 20.000 euros (article [L.552-2](#)). Ces aides sont gérées par l'**ADEM** dans le cadre de la politique nationale de vieillissement actif.

Ces dispositifs s'inscrivent dans la politique d'**égalité de traitement** et de non-discrimination fondée sur l'âge (article [L.251-1](#) du Code du travail). Ils nécessitent une demande préalable à l'**ADEM**, un plan de maintien en emploi validé, et peuvent se cumuler avec d'autres mesures de soutien à l'emploi dans la limite de 75% du coût salarial total. Un suivi régulier et une traçabilité des actions menées sont indispensables pour sécuriser les aides perçues.

## Définition

Les aides au maintien en emploi des seniors constituent des mécanismes de soutien financier et technique prévus par le Code du travail luxembourgeois. Ces dispositifs visent à encourager les employeurs à conserver les compétences des salariés âgés tout en garantissant leur employabilité, conformément aux principes de non-discrimination ([L.241-1](#)) et d'égalité de traitement en matière d'emploi.

## Questions fréquentes

### Combien de temps les justificatifs des aides ADEM doivent-ils être conservés ?

Les justificatifs doivent être conservés pendant 5 ans. Un rapport d'évaluation semestriel obligatoire accompagne le suivi du dossier. L'anticipation de la demande, idéalement 3 mois avant la date souhaitée, et la documentation précise des actions menées sécurisent les aides perçues.

### Les aides au maintien des seniors sont-elles cumulables avec d'autres dispositifs ?

Oui, ces aides sont cumulables avec d'autres dispositifs de soutien à l'emploi, dans la limite de 75% du coût salarial total. Le respect des délais de demande, des engagements et le reporting semestriel sont indispensables pour éviter le remboursement des aides perçues en cas de manquement.

### Quel est le montant maximal de la subvention d'adaptation de poste senior ?

La subvention d'adaptation du poste de travail (article [L.552-2](#)) peut atteindre 20.000 euros. Elle est conditionnée à une justification médicale, à l'avis du médecin du travail, à un devis détaillé des aménagements et à un engagement de maintien en emploi de 24 mois minimum.

### Quelles aides publiques pour maintenir les salariés seniors en activité au Luxembourg ?

Les employeurs peuvent bénéficier de deux aides principales pour les 50 ans et plus : une aide financière couvrant 50% des coûts salariaux sur 24 mois maximum (article [L.541-1](#)) et une subvention d'adaptation du poste de travail jusqu'à 20.000 euros (article [L.552-2](#)). Ces aides sont gérées par l'ADEM.

### Quelles conditions d'éligibilité à l'aide financière au maintien des seniors ?

Le salarié doit avoir au moins 50 ans, être en CDI luxembourgeois affilié au CCSS, et l'entreprise ne doit pas avoir procédé à un licenciement économique dans les 12 mois précédents. Un plan de maintien validé par l'ADEM est également exigé pour bénéficier de l'aide.

### Quelles pièces fournir pour demander une aide au maintien des seniors ?

Le dossier comprend le formulaire ADEM, le contrat de travail, le plan de maintien, les trois dernières fiches de salaire, l'attestation d'affiliation CCSS et, pour l'adaptation du poste, le rapport du médecin du travail. Le versement est trimestriel après vérification du maintien en emploi.

## Conditions d'exercice

Les conditions d'éligibilité aux deux aides sont les suivantes :

Aide	Conditions requises
Aide financière (L.541-1)	Salarié ?50 ans, CDI luxembourgeois, affiliation <u>CCSS</u>
Aide financière (L.541-1)	Pas de licenciement économique dans les 12 mois précédents
Aide financière (L.541-1)	Plan de maintien validé par l' <u>ADEM</u>
Adaptation poste (L.552-2)	Justification médicale et avis du médecin du travail
Adaptation poste (L.552-2)	Devis détaillé des aménagements
Adaptation poste (L.552-2)	Engagement de maintien en emploi de 24 mois minimum

## Modalités pratiques

Le dossier et le suivi administratif obéissent aux modalités suivantes :

Élément	Description
Formulaire officiel	Demande <u>ADEM</u> dûment complétée
Pièces obligatoires	Contrat, plan de maintien, 3 dernières fiches de salaire
Justificatifs sociaux	Attestation d'affiliation <u>CCSS</u>
Volet médical	Rapport du médecin du travail (adaptation du poste)
Versement	Trimestriel après vérification du maintien en emploi
Reporting	Rapport d'évaluation semestriel obligatoire
Archivage	Conservation des justificatifs pendant 5 ans

## Pratiques et recommandations

Pour une gestion optimale des aides :

- Anticiper la demande 3 mois avant la date souhaitée
- Impliquer activement le salarié dans l'élaboration du plan
- Documenter précisément les adaptations et formations
- Maintenir un dialogue régulier avec l'ADEM
- Prévoir un plan de formation continue adapté
- Assurer un suivi régulier des adaptations mises en place
- Évaluer périodiquement l'efficacité des mesures

## Cadre juridique

Référence	Objet
Article <u>L.541-1</u> Code du travail	Aide financière au maintien en emploi des seniors
Article <u>L.552-2</u> Code du travail	Subvention pour l'adaptation des postes
Article <u>L.251-1</u> Code du travail	Principe de non-discrimination liée à l'âge
Article <u>L.542-9</u> Code du travail	Formation professionnelle continue
Règlement grand-ducal 15 juillet 2024	Modalités d'application des aides au maintien

Ces aides sont cumulables avec d'autres dispositifs de soutien à l'emploi, dans la limite de 75% du coût salarial total. Une attention particulière doit être portée au respect des délais de demande et de renouvellement. Le non-respect des engagements peut entraîner le remboursement des aides perçues.

Les contenus sont rédigés et mis à jour régulièrement à partir de sources officielles. Leur usage ne remplace pas une consultation juridique et doit être validé par un professionnel du droit.